

Le prix de l'inaction : pourquoi nous devons investir dès maintenant pour mettre fin aux mutilations génitales féminines en Afrique de l'Ouest et du Centre

Le 6 février, le monde commémore la [Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines](#) (MGF). En Afrique de l'Ouest et du Centre, cette date est bien plus qu'un simple rendez-vous du calendrier : c'est un moment de vérité pour les droits, la santé et l'avenir de millions de filles.

Le fardeau de cette pratique est ressenti de manière disproportionnée en Afrique de l'Ouest et du Centre. La région compte 17 des 27 pays africains les plus touchés. Compte tenu de cette concentration du risque, la région est au cœur de la réalisation de l'objectif mondial de zéro MGF.

Les MGF ne sont ni une affaire privée ni un rite culturel de passage, et aucune raison médicale ne saurait les justifier. Il s'agit d'une grave violation des droits humains, qui porte atteinte au droit des filles à la vie, à la santé et à l'intégrité physique, ainsi qu'à leur droit de vivre à l'abri de la discrimination fondée sur le genre, de la torture et des traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Les séquelles psychologiques de cette pratique marquent toute une vie et touchent actuellement plus de 230 millions de femmes et de filles en vie. Chaque année, 4 millions de filles supplémentaires sont exposées au risque, dont la moitié ont moins de cinq ans. Si nous n'accélérons pas nos actions dès maintenant, on estime que 23 millions de filles supplémentaires subiront des MGF d'ici 2030, les laissant sans protection ni espoir.

Un moment décisif pour le progrès

Nous nous trouvons à un tournant décisif. Si des progrès ont été enregistrés — la moitié des avancées des 30 dernières années ayant eu lieu au cours de la [dernière décennie](#) reste insuffisante. Pour atteindre la cible des Objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030, le taux de recul de la pratique doit être 27 fois plus rapide. Concrètement, cela signifie que chaque année, nous devons protéger 4 millions de filles qui, selon les projections actuelles, risquent de subir cette pratique néfaste.

Cette urgence est aggravée par un recul croissant de l'égalité de genre et des droits des femmes à l'échelle mondiale. Malgré l'ampleur des enjeux, nous assistons à une tendance préoccupante : la diminution des financements mondiaux. L'inaction a un coût bien réel. Le traitement des complications sanitaires liées aux MGF coûte chaque année 1,4 milliard de dollars aux systèmes de santé — un montant appelé à augmenter si l'élimination de la pratique n'est pas atteinte.

À l'inverse, l'argument économique est clair. Investir 1 dollar pour mettre fin aux MGF génère un retour sur investissement de 10 dollars, grâce aux économies substantielles en matière de santé et aux gains transformateurs en éducation et en productivité lorsque les filles sont protégées. Un investissement mondial de 2,8 milliards de dollars permettrait d'éviter que 20 millions de filles et de femmes ne subissent les MGF, tout en générant près de 28 milliards de dollars de bénéfices économiques.

Pas de fin aux MGF sans investissement

Le thème de la Journée internationale 2026, « Vers 2030 : pas de fin aux MGF sans engagement et investissement durables », est un appel à la pérennité et au passage à l'échelle. Nous savons ce qui fonctionne : l'éducation, l'engagement communautaire et le travail avec les prestataires de santé pour transformer les normes sociales. En garantissant des financements durables et flexibles, nous pouvons permettre aux mouvements communautaires de renforcer leur impact et de provoquer un changement durable au sein des communautés.

En Afrique de l'Ouest et du Centre, nous devons :

- Briser les silos : intégrer la prévention des MGF dans les programmes de santé, d'éducation et de développement économique ;
- Diversifier les sources de financement : renforcer les ressources nationales, explorer des mécanismes de financement innovants et mobiliser le secteur privé ;
- Investir dans l'innovation : utiliser la technologie pour atteindre les communautés les plus reculées et garantir qu'aucune fille ne soit laissée pour compte.

La force du partenariat : le Programme conjoint UNFPA–UNICEF

En cohérence avec ces objectifs, [le Programme conjoint UNFPA–UNICEF](#) pour l'élimination des mutilations génitales féminines constitue la plus grande initiative mondiale dédiée à l'accélération de l'abandon de cette pratique. Lancé en 2008, le programme intervient dans 18 pays, dont 8 en Afrique de l'Ouest et du Centre, afin de tenir la promesse mondiale de mettre fin aux MGF d'ici 2030, conformément à la cible 5.3 des Objectifs de développement durable.

En s'appuyant sur l'expertise combinée des deux agences, le Programme conjoint renforce les cadres juridiques nationaux, étend les mouvements communautaires visant à transformer les normes sociales, et veille à ce que les survivantes aient accès à des services de santé, juridiques et sociaux de qualité. [À ce jour](#), cette collaboration a permis de protéger 1 137 000 filles âgées de 0 à 14 ans contre les MGF, d'amener plus de 50 millions de personnes dans 21 700 communautés à déclarer publiquement l'abandon de la pratique, et de fournir des services essentiels de protection et de prise en charge à plus de 7 millions de femmes et de filles.

Il s'agit d'un appel à l'action pour chaque membre de la société — femmes et hommes, filles et garçons, familles, leaders traditionnels et religieux, gouvernements et secteur privé — afin qu'ils mettent leur influence et leurs compétences au service d'un avenir sans MGF. Les enjeux sont immenses : on estime que 23 millions de filles supplémentaires risquent de subir des MGF d'ici 2030 si nous n'accélérons pas nos actions.

Chaque déclaration publique, chaque changement de politique et chaque dollar investi nous rapprochent d'un monde où le corps des filles est respecté et où leur avenir est protégé.

Préservons les acquis durement obtenus. Nous avons les outils ; il nous faut désormais la volonté collective d'investir dans l'avenir que ces filles méritent.

Dr Sennen Hounton

Directeur régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre